

## Discours d'ouverture de Geoffroy Roux de Bézieux

REF 2021

*Seul le prononcé fait foi*

Monter sur scène en musique, c'est devenu ma marque de fabrique !

Mais je reconnais que choisir une chanson de Georges Moustaki, engagé toute sa vie à l'extrême gauche pour un rassemblement de patrons, même dans une version de Chimène Badi, il fallait oser.

Pourtant, mes amis, la liberté n'appartient à aucun camp. Et la liberté politique est toujours allée de pair avec la liberté économique, la liberté d'entreprendre qui nous est chère.

Monsieur le ministre,  
Chers amis entrepreneurs,  
Chers amis entrepreneurs francophones venus de plus de 30 pays différents,

Bienvenue à cette troisième édition de notre Rencontre des Entrepreneurs de France.

Bienvenue à l'air libre.

Si j'ai choisi le thème de la liberté pour la REF, c'est d'abord parce que cette idée a été largement pervertie depuis quelques mois par tous ceux qui s'en réclament, mais sans en assumer les exigences.

C'est le prix Nobel de littérature Bernard Shaw qui résume bien ce qu'exige la liberté : « *La liberté signifie la responsabilité. C'est pourquoi la plupart des hommes la craignent* ».

Je crois que ceux qui défendent aujourd'hui que la liberté individuelle est supérieure à tout, y compris au souci du bien commun, ont tort.

Ils ont une vision égoïste de la liberté qui est en fait la négation de l'autre.

Une liberté nombriliste.

Une liberté Je-m'en-foutiste.

Une liberté dévoyée.

On a tous entendu ceux qui clamaient que nos libertés étaient piétinées. On a tous entendu ceux qui disaient que nous vivions dans une dictature.

Je vois aussi sur les réseaux sociaux s'agiter certains, j'entends d'autres m'interpeller ou interpeller le Mouvement des Entreprises de France, au motif que nous aurions trahi l'idée de la liberté.

Mais les mots ont un sens.

Et on ne peut pas dire n'importe quoi sous le coup du ras le bol, de la lassitude.

La dictature c'est quand on arrête des journalistes.

La dictature c'est quand on n'a plus le droit de manifester.

La dictature, c'est quand les femmes n'ont plus le droit de travailler ou de se promener seules dans la rue comme par exemple aujourd'hui à Kaboul.

Alors tous ces gens qui défilent, de bonne ou de mauvaise foi, chaque samedi en nous expliquant que notre pays est devenu une dictature, je les encourage à écouter Chekeba Hachemi, la fondatrice de l'association Afghanistan libre qui interviendra demain après-midi.

Quand nous l'avons invitée, il y a quelques mois, on ne se doutait pas que Kaboul tomberait aux mains des Talibans le 15 août.  
En l'écoutant, j'espère qu'ils comprendront la différence entre la démocratie et la dictature.

Et parler de dictature alors que ce sont des mesures prises pour sauver des vies, je pense que c'est un énorme mensonge !  
Et un mensonge dangereux.

Non, le pass sanitaire n'est pas une dictature sanitaire.

Et je le dis très simplement, ici.  
Nous sommes favorables au pass sanitaire.  
Pas partout, pas tout le temps.

Et bien sûr le moins longtemps possible, car son impact peut être très pénalisant pour de nombreux secteurs.

D'ailleurs, les premières remontées que nous avons de certains commerces ou de la restauration montrent un impact significatif sur leur activité.

Mais nous y sommes favorables car tout vaut mieux que les confinements à répétition que nous avons connus et que connaissent malheureusement nos amis d'outre-mer.

On doit encore en passer par là.  
Tant que le virus sera là, il faudra se protéger. Il faudra vivre avec.  
Et je pense que nos libertés individuelles y survivront.

Au fond, cette pandémie nous a mis au défi de définir ce que c'est que la liberté, la vraie liberté.

Mais elle nous a mis aussi au défi de définir la vérité.  
Car oui, il n'y a pas de liberté sans vérité.

On ne peut pas être libre dans le mensonge, dans l'erreur, ou dans la paranoïa.

Penser que la vérité est cachée ailleurs, dans les réseaux sociaux.

Et croire que le citoyen lambda qui obéit aux recommandations de la médecine ne serait que le dupe d'un gigantesque complot mondial orchestré par Bill Gates, par les banquiers et par les Big pharmas.

Avec parfois, il faut le dire, des relents nauséabonds d'un antisémitisme qu'on espérait avoir disparu.

C'est simple, sans la vérité, nous sommes prisonniers.

Prisonniers comme les hommes que Platon met en scène dans son allégorie de la caverne.

Notre rôle à nous, les entrepreneurs, c'est de dire la vérité : non pas comme une élite de sachants qui assènerait des vérités d'en haut, mais tout simplement parce que nous sommes au quotidien en prise directe avec l'économie réelle, et que cette vérité, elle s'impose à nous.

Les 190 000 entreprises adhérentes du Mouvement des Entreprises de France, me donnent, nous donnent en temps réel le retour du terrain loin des idéologies et des statistiques.

Notre défi c'est de regarder rien d'autre que les faits, et la vérité en face.

Et surtout de la dire.

A commencer par la vérité scientifique.

Dans la crise, une tendance lourde s'est révélée au grand jour, celle de la défiance de plus en plus marquée de nos concitoyens à l'encontre du progrès scientifique.

C'est une tendance mondiale certes, mais beaucoup plus marquée dans notre pays.

Une étude menée par le MEDEF montre qu'un quart de nos concitoyens exprime une opinion négative du progrès. C'est trois fois plus que nos voisins allemands.

Au MEDEF, nous croyons que la science est source de progrès et de prospérité.

A nous de montrer que le progrès, c'est la réponse aux grands défis de notre siècle : la santé, les mutations technologiques et évidemment la transition écologique.

Car s'il y a bien un défi de taille, c'est celui de la transition écologique. Et là encore, c'est à nous de faire entendre la vérité sur ce sujet.

La transition écologique, c'est le défi majeur auquel nous sommes confrontés. Mais nous ne mesurons pas encore complètement l'ampleur du changement qui nous attend.

Depuis 200 ans, le capitalisme a été confronté à des révolutions technologiques plus ou moins radicales : Il y a eu la révolution industrielle. Il a eu l'électricité, l'automobile et l'aérien, l'informatique de masse dans les années 80.

Mais il s'agit aujourd'hui de tirer un trait sur notre modèle de production tel qu'on le connaît depuis des siècles maintenant.

Car c'est bien ça dont il est question.

Produire, c'est émettre du CO<sub>2</sub>. C'est un principe chimique de base. Il n'y a pas que produire d'ailleurs qui en émet. Toutes nos activités quotidiennes en produisent : voyager, construire, transporter, innover, vivre tout simplement, ça produit du CO<sub>2</sub>.

Face à ce défi, les solutions technologiques existent dans presque tous les cas. Mais la vérité c'est qu'elles coutent plus cher d'une part, et surtout qu'elles ne peuvent pas être imposées de force à nos concitoyens.

Car parfois elles se heurtent à certaines de leurs libertés et de leurs besoins fondamentaux.

La vraie question, c'est comment réussir à concilier l'impératif de la transition écologique avec nos libertés ? Ou dit autrement, peut-on être libre et vert ?

C'est le thème du débat de ce soir que je vous encourage à ne pas manquer.

Là aussi, nous devons dire la vérité lors de ces deux journées et sortir de l'idéologie : la transition environnementale est un sujet trop grave pour le laisser devenir un combat idéologique entre les seules mains des politiques.

La vérité c'est que les premiers écologistes, ce sont les entreprises et les entrepreneurs.

Ceux qui se sont engagés dans un processus de décarbonation de leur production.

Avec le French Business Climate Pledge lancé par le Mouvement des Entreprises de France ici-même en 2019, près de 300 grandes entreprises françaises se sont engagées pour décarboner leur production.

C'est un engagement volontaire, et surtout chiffré, mesuré chaque année.

Il s'agit maintenant pour nous d'entraîner toutes les entreprises de France.

La solution ne peut pas être la décroissance ou la théorie du potager comme le proposent certains.

Je ne pense pas que c'est ce que veulent les Français.

Et je crois même que c'est l'inverse : la solution passe par la croissance et l'innovation.

Une croissance responsable comme le dit notre raison d'être que nous avons adoptée en février 2019.

Pour réussir cette transition, il faut dire la vérité. Dans tous les domaines.

Et la vérité c'est que pour décarboner l'économie nous avons besoin d'une quantité phénoménale d'électricité.

La seule énergie qui peut nous la fournir sans carbone, c'est le nucléaire.

Imaginer réussir la transition écologique sans le nucléaire est un immense mensonge.

La vérité c'est aussi que la France et l'Europe se sont engagées sur une trajectoire vertueuse et difficile, mais que ce n'est pas encore le cas de tous les continents.

Pendant que nous réduisons notre empreinte carbone, pas assez vite certes, d'autres continuent à l'augmenter.

La vérité c'est qu'en 2019 les émissions de la Chine ont dépassé le seuil des 14 000 millions de tonnes de gaz à effet de serre.

Ça représente une hausse de 25 % sur la dernière décennie.

Et sur la même période, la France a baissé ses émissions de près de 10%.

La vérité, c'est que l'Inde produit encore les trois quarts de son électricité avec le charbon.

Et que sa consommation a progressé de 58 % depuis 2009.

François Mitterrand disait en 1983 : « *Les pacifistes sont à l'Ouest et les missiles sont à l'Est* ».

Aujourd'hui, si j'osais le paraphraser, je dirais que les activistes sont à l'ouest pendant que les plus gros pollueurs sont à l'est !

C'est pour cela qu'à défaut d'un prix du carbone mondial, il nous faut rapidement une taxe carbone aux frontières de l'Europe.

La vérité enfin, c'est que pour les entreprises et leurs salariés ce ne sera pas un long fleuve tranquille : des milliers d'entreprises et d'emplois vont disparaître.

Des milliers de salariés vont devoir changer de métiers.

Cette vérité, elle est dure.

Cette vérité, on ne l'entend pas beaucoup, mais c'est le combat de notre génération d'entrepreneurs.

Nos prédécesseurs ont lutté avec détermination pour la compétitivité des entreprises. Ce combat n'est jamais terminé.

Mais notre combat à nous est d'un autre ordre : Nous devons inventer le capitalisme décarboné !

Et nous serons au rendez-vous.

Vous serez au rendez-vous.

La vérité, il faut aussi la rétablir sur l'Europe.

Que n'a-t-on entendu sur l'Europe dans cette crise !

Une Europe trop lente à commander des vaccins.

Une Europe trop frileuse dans son plan de relance.

Une Europe trop bureaucratique.

Mais 18 mois après la crise, les faits parlent d'eux-mêmes.  
Les vaccins sont là, le plan de relance est là.  
La solidarité entre tous les pays a parfaitement joué son rôle.

Certes, dans le passé, l'Europe a pu être naïve dans ses relations avec les autres continents.

Certes, la politique de la concurrence a trop souvent privilégié le consommateur aux dépens du producteur.

Mais ces temps-là sont derrière nous.  
Demain, Thierry Breton viendra nous expliquer sa vision de cette nouvelle politique industrielle européenne.

Au passage dans les vérités à rétablir, il y a bien sûr le rôle de l'euro.  
Emprunter collectivement en euro a été un atout extraordinaire dans cette crise, que nous n'aurions pas pu réaliser avec nos monnaies nationales.

Oui, l'Europe a été un atout de taille durant cette crise.

Mais l'Europe a devant elle un énorme défi : celui de réussir à s'affirmer comme une puissance souveraine, avec son propre modèle de capitalisme dans le match entre la Chine et les Etats-Unis.  
Le capitalisme européen n'est pas le capitalisme chinois, c'est sûr.  
Mais ce n'est non plus une réplique parfaite du modèle américain, surtout depuis que nos amis anglais nous ont quittés.

Dès mon premier discours en 2018, je vous alertais sur le recul des démocraties et la nécessité de repenser la mondialisation des échanges.

Nous y sommes ! Et là aussi il faut rétablir quelques vérités.

Non, la Chine n'est pas une économie de marché, il n'y a qu'à voir la reprise en main des groupes de technologie chinois pour le comprendre.

Mais ne soyons pas naïfs, nos amis américains ne sont pas des enfants de chœur.

Ou alors comme dirait le général de Gaulle « ce sont des enfants de chœur qui ont bu les burettes »

Quand il s'agit d'aider leurs entreprises, de subventionner la recherche ou de protectionnisme intelligent, ils ne sont pas les derniers.

Et ils ne sont pas les seuls, l'affaire PEGASUS de ce point de vue a, je l'espère, contribué à ouvrir les yeux des plus idéalistes parmi nous.

Il ne s'agit pas de prédire ou de souhaiter une nouvelle guerre froide.

Nous restons favorables à un monde ouvert et libre échangiste.

Le libre-échange, pour le Mouvement des Entreprises de France, c'est le juste échange. Celui qui est fondé sur la réciprocité des règles et des normes de part et d'autre.

C'est pourquoi nous soutenons, dans son principe en tous cas, les projets portés par Bruno Le Maire auprès de l'OCDE sur l'impôt mondial et sur la taxation du numérique.

Hier, nous avons lancé une initiative internationale majeure dont je voudrais vous dire un mot : LA REF francophone.

Cette idée, elle m'est venue quand j'ai appris que certains pays africains francophones, envisageaient de rejoindre le Commonwealth ! Et pour cause, nous n'avons pas de bonne traduction

pour « Commonwealth » car la francophonie a toujours été vue sous un angle culturel et linguistique, jamais sous celui des affaires.

Je crois que l'échec des américains en Afghanistan nous prouve que les solutions aux conflits et au sous-développement ne sont jamais 100% militaires.

Nous croyons que c'est par les échanges économiques et la création d'intérêts convergents qu'on parvient le mieux à partager la prospérité – c'est ça la bonne traduction de commonwealth – et donc à éloigner les tentations radicales, les replis identitaires et religieux qui conduisent ensuite au terrorisme.

La rencontre d'hier a été un immense succès : près de 600 patrons francophones se sont rencontrés.

Le DAVOS de la francophonie est né hier.

Il aura lieu désormais tous les ans.

Ce qui nous amène à parler de la situation en France et là aussi à affirmer quelques vérités.

Sur la France, sur sa situation économique, sur les réformes à mener, et bien sûr sur l'élection présidentielle à venir.

Il y a un an, sur cette même scène, alors que nous avons choisi de maintenir LA REF, je vous disais que le pire n'était pas certain, que le million de chômeurs annoncé par les économistes, parfois avec une sorte de délectation morbide n'était pas écrit, que le mur des faillites n'était pas inéluctable.

Au Mouvement des Entreprises de France, on a l'avantage de ne pas faire de l'économie théorique : ce sont les remontées de nos adhérents qui forgent nos convictions.

Alors un an après, quand on regarde les chiffres, il semble que nos prévisions devraient nous valoir au moins un Nobel d'économie !

Bon, on n'a pas eu le Nobel d'économie, mais on a quand même une belle satisfaction : les chiffres du baromètre annuel d'image du MEDEF n'ont jamais été aussi hauts chez les chefs d'entreprise depuis vingt ans.

Je voudrais donc remercier toutes les équipes du MEDEF qui ont fait un travail formidable, et tous les collaborateurs des fédérations professionnelles et des MEDEF territoriaux et régionaux.

Mais aussi tous les élus dont je salue l'action et l'engagement sans faille : Patrick Martin bien évidemment le président délégué, les vice-présidents, Dominique Carlac'h, Fabrice Le Saché, Jean-Luc Monteil, et tous les membres du Conseil exécutif du MEDEF. Les présidents de fédération professionnelle, de MEDEF régionaux et territoriaux

Ils méritent vos applaudissements.

La vérité c'est que la plupart des indicateurs économiques sont au vert contrairement à toutes les prévisions.

Il y a bien sûr encore des secteurs qui sont en difficulté : l'hôtellerie quand elle dépend des touristes étrangers, le secteur de l'événementiel, de l'aérien, les voyagistes, les salles de sport et de spectacle... pour eux, il ne faudra pas arrêter brutalement les mesures de soutien.

Comment expliquer cet écart entre les prévisions des instituts et la réalité du terrain, que l'on retrouve d'ailleurs dans tous les pays ?

D'abord, il faut le dire la réactivité des gouvernements pour soutenir l'économie.

Cela me permet de remercier le gouvernement, et en particulier le ministre de l'Économie qui depuis 18 mois a toujours été à l'écoute et dont les services ont travaillé sans relâche pour ajuster à chaque fois les dispositifs.

Bruno Le Maire a été notre avocat, votre avocat dans les débats forcément compliqués avec le monde de la santé.

Mais cet écart s'explique aussi par la formidable résilience des entrepreneurs et de leurs salariés qui se sont adaptés.

A chaque nouvelle vague.

A chaque nouvelle contrainte.

A chaque nouveau protocole.

Et je pense que nous pouvons aussi nous applaudir.

Non, en réalité le plus grand danger pour l'économie française ce sont les pénuries de matières premières d'un côté et surtout les difficultés à recruter.

Pour les pénuries, à quelques exceptions près, je continue de penser que nous sommes face à un phénomène conjoncturel qui se résoudra dans le temps. Mais ce n'est pas le cas pour les difficultés de recrutement.

Nous sommes rentrés dans la crise en février 2020 avec exactement ces mêmes difficultés. La France, c'est le seul pays de l'OCDE où le chômage structurel se situe entre 7 et 8% !

C'est le handicap majeur pour notre croissance potentielle.

En France, au premier trimestre 2021, le taux d'emploi a été de 66 % contre 76 % pour l'Allemagne. Cet indicateur est en réalité bien plus important que celui du taux de chômage : en terme simple cela veut dire que l'Allemagne a 10 points en plus de sa population en âge de

travailler qui travaille, qui crée de la richesse, qui paye des impôts, des cotisations...

Or, la seule théorie économique que je connais est simple : la richesse d'un pays est directement proportionnelle à la quantité de travail de ce pays.

Comment expliquer un tel écart : D'une part, il y a des problèmes de mobilité géographique, la France est le pays de l'OCDE où on déménage le moins pour changer d'emploi.

D'autre part, il y a les problèmes d'inadéquation entre la formation, les compétences et les attentes des entreprises, et nous y travaillons avec les partenaires sociaux pour réformer la loi de 2018 sur la formation professionnelle.

Mais il y a aussi, un système d'assurance chômage qui, outre le fait qu'il est extrêmement complexe et coûteux, décourage, dans un certain nombre de cas, la reprise du travail.

Et c'est pour cela que nous demandons que la réforme de l'assurance chômage soit mise en place le plus rapidement possible.

Tout cela m'amène à dire un mot sur les perspectives de l'économie française et sur les réformes à mener pour la présidentielle.

Vous le savez, je ne suis pas un décliniste.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que les grandes batailles économiques et technologiques sont déjà jouées.

Que l'Europe, et singulièrement la France, ont déjà perdu la bataille.

Pas par un romantisme gaullois nostalgique.

Mais tout simplement parce que le monde de la tech, celui d'où je viens, est un monde où les cartes sont rebattues très régulièrement et où les business modèles sont remis en question très rapidement.

C'est vrai aujourd'hui, on peut avoir l'impression que le paysage de l'innovation est durablement dominé par les GAFAs et leurs homologues chinois.

Mais rien n'est inéluctable. Une technologie chasse l'autre et il y a de nombreuses batailles à mener : sur l'hydrogène, sur les batteries, sur le calcul quantique, sur la 6G...

Et c'est là-dessus que doit porter le plan d'investissement que nous attendons.

Et la France a des atouts : son histoire, sa situation géographique, le deuxième espace maritime mondial, des institutions stables, une créativité et une capacité de recherche reconnue.

Et il faut le dire ici, grâce aux réformes menées dans les deux premières années du quinquennat, la compétitivité du pays s'est améliorée : la fiscalité du capital est désormais dans la moyenne européenne, le taux d'impôts sur les sociétés le sera en 2022.

Il reste, vous le savez monsieur le Ministre, le sujet des impôts de production sur lequel seule une partie du chemin a été faite.

Côté droit du travail, les ordonnances de 2017 ont simplifié en partie la négociation sociale. Même si cela reste un facteur de complexité et donc un handicap pour notre pays.

La France a des forces. Des forces de taille. C'est indéniable. Mais il faut bien le dire, la France a aussi des faiblesses.

Elles sont nombreuses.

Elles ne datent pas d'hier.

Et elles ne dépendent pas toutes des pouvoirs publics.

Elles sont parfois le fruit d'une sorte de démission collective.

Marc Bloch aurait dit, une étrange défaite.

Vous avez probablement noté que nous n'avons invité aucun candidat à la présidentielle, en tout cas déclaré.

Le moment n'est pas venu de faire la liste de nos revendications. A ce stade, je crois plus utile de décrire les trois grands défis auxquels notre pays est confronté et auquel le futur président de la République devra répondre.

Le premier défi, c'est celui du financement de notre protection sociale.

Qu'on la trouve trop protectrice ou pas, la vérité nous oblige à dire que non seulement elle n'est plus financée, mais que le vieillissement de la population va rendre cette impasse financière totalement insoutenable.

Sur les retraites bien sûr, mais aussi sur la dépendance et sur l'assurance maladie.

On doit bien sûr commencer par la réformer, sur certains aspects probablement trop coûteux. Mais il ne faut pas tourner autour du pot, vous le savez la seule manière de répondre à ce défi c'est de travailler plus et surtout plus longtemps.

Le prochain président de la République devra reculer l'âge de départ à la retraite.

Il faudra l'avoir annoncé dans la campagne.

Il faudra le faire avec la raison mais aussi avec le cœur : un carreleur qui a commencé à 18 ans à travailler ne doit pas partir au même âge qu'un informaticien qui a commencé à 25 ans.

Mais il faudra le faire !

Et il faudra le faire vite, dès septembre 2022.

Mais évidemment cela ne suffira pas à résoudre notre problème d'endettement.

Vous le savez il y a deux manières de rembourser une dette.

La bonne, qui consiste à baisser les dépenses publiques mais aussi les impôts pour relancer la croissance qui elle-même génère des recettes fiscales.

Et la mauvaise, qui consiste à augmenter les impôts, ce qui étouffe la croissance et donc ces mêmes recettes.

Ce gouvernement a choisi de maintenir les baisses d'impôt pour 2022 et faire le pari de la croissance. C'est une bonne nouvelle. Mais ce ne sera pas suffisant.

Nous avons eu besoin de l'Etat durant la crise pour faire face à la pandémie.

Mais maintenant il est temps que l'Etat retrouve sa juste place et que le poids des dépenses publiques revienne dans la moyenne européenne.

C'est pour cela que nous soutenons la fin du quoi-qu'il-en-coute de manière résolue.

En étant évidemment attentif aux secteurs qui sont encore affectés qu'il faudra continuer à aider.

Je le disais en introduction, la liberté va avec la responsabilité.

Mes amis, nous ne sommes pas devenus entrepreneurs pour vivre des aides de l'Etat.

Le deuxième grand défi est celui de l'éducation : nous sommes rentrés dans l'économie de la compétence et de la connaissance.

Le niveau de formation d'un pays est au moins aussi important dans la bataille mondiale que le niveau de prélèvement obligatoire.

Les pays scandinaves nous offrent un exemple de pays à fortes dépenses publiques et mais aussi forte capacité d'innovation grâce à leur performance éducative.

Or, pour le moment, en France nous sommes perdants sur les 2 tableaux. Et les classements PISA sont un révélateur cruel de nos faiblesses !

Le ministre Jean-Michel Blanquer a commencé un travail de redressement, mais la tâche est titanesque. Car c'est bien d'une démission collective dont il s'agit.

Enfin le troisième défi nous éloigne en apparence un peu plus du monde de l'entreprise, c'est le défi de l'intégration.

Arriver à refaire bloc autour de la France. Autour de ses valeurs.  
Arriver ensemble à faire nation.

Et ainsi vaincre ce que de Gaulle appelait : « *le déchirement de la nation* ».

Ce défi peut vous apparaître loin de nos préoccupations. Mais il n'en est rien.

J'ai été frappé au cours de ces derniers 18 mois par le contraste éclatant entre l'hystérie des débats publics politiques ou médiatiques, et le climat positif qui a régné dans la plupart de nos entreprises.  
Je ne prétends pas que l'entreprise est un monde de bisounours à l'abri des tensions du monde extérieur.

Mais les tensions qui traversent notre société, y compris les tensions raciales ou religieuses restent à la porte de nos entreprises.

C'est d'ailleurs une force du modèle français qu'on ne retrouve pas aux États-Unis.

Le prochain Président de la République devra s'appuyer sur l'entreprise pour réunir le pays.

Il devra aussi s'appuyer sur les partenaires sociaux.

On dit souvent que le dialogue social ne marche pas en France.

Que les partenaires sociaux sont incapables de s'entendre, de prendre leur responsabilité et de s'engager.

Cela a peut-être été vrai dans le passé. Mais les 18 derniers mois ont démontré le contraire.

Depuis 20 ans, jamais le dialogue social n'a été aussi intense.

A la fin de l'année dernière, nous avons signé deux accords, sur le télétravail et sur la santé au travail, dont beaucoup disaient, et certains peut être le souhaitaient, qu'ils étaient impossibles à signer !

Le Mouvement des Entreprises de France a ensuite pris l'initiative en début d'année de relancer le dialogue social autonome, c'est-à-dire en dehors de la présence de l'Etat. Résultat : deux textes : un sur la formation et un autre, pas le plus simple, sur le régime de retraite complémentaire que nous allons signer à la rentrée.

Et deux négociations à suivre sur les prudhommes et le paritarisme.

Et dans les entreprises la négociation aussi a été intense : par exemple plus de 10 000 accords de chômage partiel de longue durée.

Certains d'entre vous se souviennent peut-être que le président de la République avait dit au MEDEF et à la CFDT après notre échec sur l'assurance chômage : « quand c'est dur vous n'êtes plus là ».

Alors je le dis très simplement au futur président de la République (et à l'actuel aussi) : quand c'est dur, quand ce sera dur, nous serons là !

Nous serons là car c'est bien l'unité nationale qui est en jeu.  
Et cette unité, elle ne peut s'appuyer que sur la vérité.

Le prochain Président de la République, lors de sa campagne devra avoir le courage de dire la vérité, même si elle est dure à encaisser.

Car quand les contours de cette vérité deviennent flous ce sont nos libertés qui s'estompent.

Quand tous les récits se valent, c'est la démocratie qui s'érode.

La tâche est immense, mais nous, entrepreneurs, en prise avec le réel, serons là pour soutenir cette vision qui est autant une éthique de conviction que de responsabilité.

Notre responsabilité, nous l'avons prouvée durant cette crise en prenant en compte en priorité la santé de nos salariés.

Oui, nous avons réussi à maintenir la cohésion en entreprise, et à faire bloc tous ensemble malgré la crise, malgré les confinements, malgré les règlements sanitaires, malgré les difficultés d'organisation du télétravail.

Et c'est à eux aussi, nos salariés, que je veux m'adresser en les remerciant :

Pour leur engagement.

Pour leur faculté d'adaptation.

Pour leur sens des responsabilités.

Pour leur travail tout simplement.

Et je voudrais que tous ensemble, en conclusion de ce discours, nous les applaudissions.

Bravo à eux.

Bravo à vous.

Merci à tous.

Et vive les entrepreneurs de France.